

TOTAL *Societas Europaea* I♥Europe

La direction a informé le CSEC de son projet « Europa » de transformer TOTAL S.A. en S.E. (« Societas Europaea »). Des explications superficielles ont été fournies par la Direction en CSEC du 28 août. Le SICTAME est très dubitatif.

Pourquoi européens ?

Oui, des parts de réserves d'hydrocarbures et de compétences proviennent de Fina et de Maersk... mais aussi de tant d'autres activités que le Groupe a rachetées un peu partout dans le Monde – dernièrement Anadarko.

Total n'est pas une société européenne : elle est une société française. Et, si un périmètre plus large doit être effectivement établi, elle est une entreprise internationale : le passé, le présent et l'avenir du Groupe est en Europe, mais plus encore hors de l'Europe.

Total est une société française par naissance et par culture. Elle a depuis toujours amplement bénéficié des atouts diplomatiques et militaires de la France. Sans délocalisation du management, s'autoproclamer ainsi *societas Europaea* est un exercice dépourvu de sens pour les actionnaires : quel est, pour eux, le véritable avantage d'abandonner symboliquement la France si Total ne se délocalise pas ? Cette décision peut aussi être interprétée comme *une subtile menace de la quitter un jour afin d'être plus à l'aise ailleurs*. Les autorités françaises se sentiront-

elles encore obligées de protéger le Groupe ? Ceci semble bien dangereux dans les métiers qui sont les nôtres.

Certes, il y a des entreprises françaises du CAC 40 qui ont déjà fait un tel choix : Airbus, Atos, Cap Gemini, LVMH, Schneider Electric... *mais aucune entreprise pétrolière, ni énergétique, ni minière ne l'a fait en Europe : sans l'appui d'une puissance étatique, les entreprises qui exploitent des ressources naturelles risquent la spoliation par les démagogues*. Si les majors pétrolières sont américaines, françaises, britanniques, russes et maintenant chinoises, c'est parce que les Etats ont décidé de les appuyer en toutes occasions. Le Groupe ira-t-il demander à l'Union Européenne de l'aide ou des casques bleus finlandais quand les choses tourneront mal dans un pays complexe ?

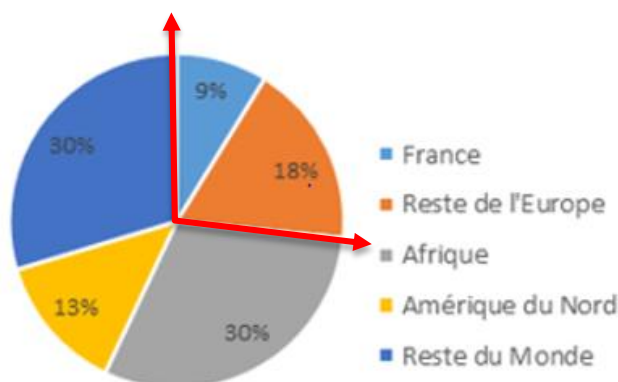
Une identité française ne se remplace pas avec une identité européenne diluée et encore pleine de contradictions. Dire aux salariés que nous sommes européens peut séduire certains, mais peut ne pas plaire aux Nigériens, Indiens ou Argentins... Comment expliquer à un salarié congolais que des salariés européens vont donner des avis sur la stratégie dans son pays, tandis que l'avis des salariés congolais n'intéresse personne pour décider d'investir ailleurs ?



Aucune entreprise pétrolière, ni énergétique, ni minière n'a adopté le statut *Societas Europaea*...

... pourquoi Total ?

Répartition géographique fin 2018
Immobilisations



La France, comme Total, a toujours eu un rayonnement international. L'Europe a eu, depuis sa naissance, un rayonnement... européen. Ne devient-on pas moins international en ne devenant qu'europpéen ? Les salariés danois ne sont pas des salariés plus importants que les angolais. La colonisation européenne a laissé des cicatrices dans certains pays. Que vont penser les salariés internationaux en apprenant qu'il y a, en quelque sorte, un nouveau « comité d'europpéens » ayant pour mission de discuter de leur avenir sans eux ?

Le SICTAME ne croit pas aux explications grand public de la direction. L'avantage fondamental est la possibilité de déménager le siège social avec un vote de 66 % des actionnaires. Ce n'est pas forcément le plan à court terme de la direction, mais la seule menace peut modifier le rapport de forces avec le gouvernement et les salariés français.

Vous voulez me faire payer ces impôts qui ne me conviennent pas ou faire une grève sauvage ? Je déménage !



Crédit images: www.shutterstock.com

Se débarrasser d'une partie des salariés français devient simple, tant pour les actionnaires actuels qu'en cas d'une OPA. Disons qu'une entreprise non-OCDE, avec l'appui de son actionnaire étatique, veut acheter Total et amener chez elle l'activité économique directe et indirecte qui en découle et des milliers d'emplois ; ces nouveaux actionnaires n'ont qu'à déménager le siège social et l'administration, en Estonie par exemple, informer les salariés français qu'ils n'ont qu'à déménager là-bas et accepter les niveaux de salaires locaux estoniens... Et rapidement, un peu du travail des salariés français sera réalisé dans le pays européen de « relocalisation » mais la plupart le sera dans le pays non-OCDE actionnaire étatique de l'acheteur, à un coût bien moindre. **Bref, les actionnaires de Total sont ravis de se faire racheter leurs actions avec une bonne plus-value, mais quid des salariés français ?**

Le Groupe devient plus facilement délocalisable et *opérable*, et a donc une valeur boursière accrue. Ceci convient à certains et en particulier aux fonds qui ont probablement soufflé aux oreilles du management cette idée.

Le SICTAME va poursuivre l'examen attentif des conséquences de ce projet. Mais il est très préoccupé de la possibilité de déménager le siège social avec l'accord de seulement 66 % des actionnaires – pourcentage atteignable entre les actionnaires non-français et les financiers français sans états d'âme. Le SICTAME n'est pas rassuré par les paroles ambiguës du PDG et **demande des garanties fortes, par exemple que dans les statuts de la société européenne, le transfert de siège social ne puisse être approuvé qu'avec l'accord de 90 % des actionnaires ou qu'avec l'accord des salariés actionnaires.**

Plus généralement, l'histoire récente du capitalisme français laisse penser que la défense par les dirigeants des intérêts stratégiques de la France et de ses salariés peut s'arrêter face aux intérêts personnels. Les cas d'Alcatel, d'Alstom, de Lafarge ou de Technip parlent tristement d'eux-mêmes.

Laissez vos
commentaires
en cliquant ici :



**SOUTENEZ
NOS ACTIONS !**

SYNDICAT DES INGÉNIEURS, CADRES, TECHNICIENS,
AGENTS DE MAÎTRISE & EMPLOYÉS



SUIVEZ NOUS SUR :

<http://www.sictame-uns-total.org/fr>

Souscrivez également à notre **bulletin électronique** en écrivant à :

holding-amont.sictame-uns-ues@total.com

SICTAME-UNSA-TOTAL

TOUR COUPOLE La Défense Bureau 4E41

(01.47.44.76.33)

PAU Bureau F16 CSTJ

(05.59.83.59.21)

MICHELET La Défense Bureau B RD 09

(01.41.35.75.93)

SPAZIO NANTERRE Bureau A10036

(01.41.35.34.48)